Art. 1er. La Convention nationale décrète que la commission des Vingt-quatre, ses comités de législation et de sûreté générale nommeront chacun trois membres qui se réuniront à la commission des Douze.

Art. 2. Cette commission de vingt-un membres présentera, lundi matin, l'acte énonciatif des crimes dont Louis Capet est accusé; elle mettra dans un ordre convenable toutes les pièces à l'appui de cet acte.

Art. 3. La commission présentera dans la séance de mardi matin la série des questions à faire à Louis Capet.

Art. 4. La Convention discutera dans la séance de lundi l'acte énonciatif des crimes de Louis Capet.

Art. 5. Le lendemain, Louis Capet sera traduit à la barre de la Convention, pour entendre la lecture de cet acte et répondre aux questions qui lui seront faites, seulement par l'organe du Président.

Art. 6. Copies de l'acte énonciatif et de la série des questions seront remises à Louis Capet, et le Président l'ajournera à deux jours pour être entendu définitivement.

Art. 7. Le lendemain de cette dernière comparution à la barre, la Convention nationale prononcera sur le sort de Louis Capet, par appel nominal ; chaque membre se présentera à la tribune.

Art. 8. La Convention nationale charge le conseil exécutif, sous sa responsabilité, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sûreté générale pendant le cours du jugement de Louis Capet.

Décret du 6 décembre 1792.